



Dépêche No. 430 | 5 mars 2021

Les Sénégalais approuvent la réponse gouvernementale à la pandémie de COVID-19 mais restent sceptiques vis-à-vis des vaccins

Dépêche No. 430 d'Afrobarometer | Abdoulaye Diagne, François Joseph Cabral et Mamadou Abdoulaye Diallo

Résumé

La survenue de la COVID-19 en Chine en fin 2019 a eu des conséquences importantes au plan sanitaire comme socio-économique, en Sénégal comme au reste du monde.

Pour contenir le choc lié à la crise sanitaire, l'Etat du Sénégal a adopté un plan de résilience. Ce plan inclut des mesures, de nature préventive, constituées de la mise en quarantaine des personnes ayant été exposées à des risques de contamination et de gestes barrières dont la distanciation sociale et le port de masque. A cela s'ajoutent l'instauration d'un état d'urgence assorti d'un couvre-feu et l'interdiction totale, sur une période, des activités dans les espaces de regroupement de la population comme les écoles, les lieux de culte, le sport, et la culture. Sur le plan économique, le président a lancé l'appel à contribution au fonds dénommée FORCE-COVID-19 et annoncé une enveloppe de 50 milliards de FCFA pour l'achat d'aides alimentaires en guise d'accompagnement des ménages (BBC, 2020).

Certaines de ces mesures restrictives avaient soulevées l'ire de couches de la population. D'ailleurs, vu qu'une bonne partie des Sénégalais dépendent du travail indépendant et des petits commerces pour satisfaire leurs besoins vitaux (Sambou, 2020), l'application du couvre-feu s'était heurtée à la résistance de la frange jeune, d'où des émeutes notées dans la capitale (Africa News, 2020).

Par la suite, des mesures d'assouplissement des conditions de l'état d'urgence ont été prises dont le réaménagement des horaires du couvre-feu, la levée de l'interdiction du transport interurbain, et la réouverture des marchés urbains, des marchés hebdomadaires, et des lieux de culte dans le respect des gestes barrières et des mesures de distanciation. La plupart des différentes mesures ont été levées à partir du 2 juin 2020, avec pour maintien strict celles du port des masques et le lavage systématique des mains en tout espace (Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, 2020).

En ce qui concerne les vaccins, le gouvernement a acheté 200.000 doses et a annoncé que le processus d'acquisition de plus de 6 millions de doses est en cours (Quotidien, 2021).

A la date du 4 mars 2021, 896 décès étaient recensés sur un total de 35.037 cas confirmés (Organisation Mondiale de la Santé, 2021).

Un nouveau sondage d'Afrobarometer au Sénégal révèle que de grandes majorités de la population sont informés de la pandémie et des efforts faits pour la combattre. La réponse gouvernementale est plutôt appréciée par le grand public. Cependant, la majorité des citoyens estiment que la distribution de l'assistance gouvernementale était inéquitable et jugent la fermeture des écoles trop longue. De plus, la majorité des citoyens ont vécu difficilement le confinement.

Par ailleurs, plus des trois quarts des Sénégalais sont sceptiques en ce qui concerne le vaccin contre la COVID-19, affirmant qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, conduite par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), s'est entretenue avec 1.200 adultes sénégalais en décembre 2020 et janvier 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2015, et 2018.

Résultats clés

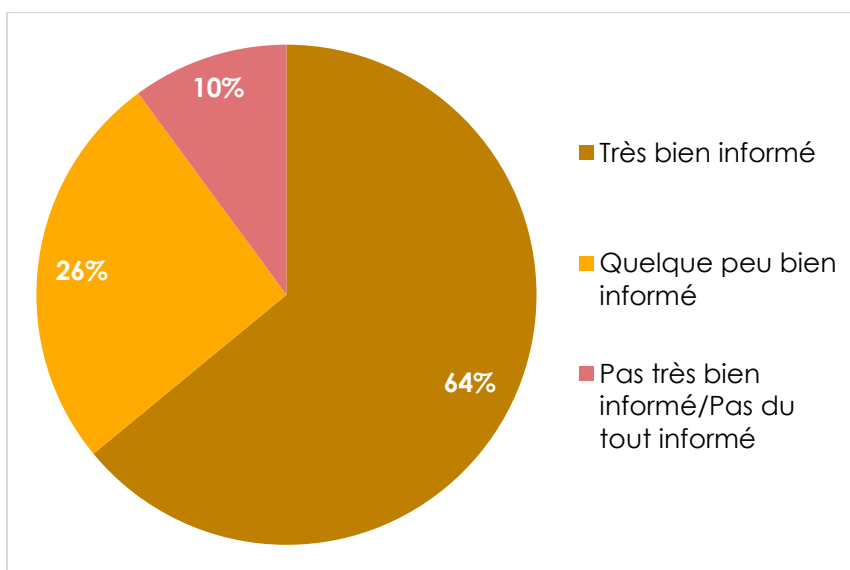
- Neuf Sénégalais sur 10 (90%) se considèrent « quelque peu bien » ou « très bien » informés sur la pandémie de COVID-19.
- Environ 2% des Sénégalais affirment qu'un membre de leur ménage a contracté la maladie tandis que près de la moitié (47%) de la population attestent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise, ou sa principale source de revenus à cause de la pandémie.
- Plus de sept Sénégalais sur 10 (71%) ont vécu difficilement les mesures de confinement. Juste la moitié (49%) affirment que ces mesures étaient nécessaires pour limiter la propagation de la COVID-19. Plus des trois quarts (76%) pensent que la durée de fermeture des écoles a été trop longue.
- Plus de sept individus sur 10 (71%) affirment avoir reçu une assistance du gouvernement au cours de la pandémie. Toutefois, la majorité (52%) des Sénégalais interrogés jugent la répartition de l'aide de l'Etat inéquitable.
- Près de deux Sénégalais sur trois (65%) estiment que la gestion de la réponse à la COVID-19 est satisfaisante. Cependant, plus des deux tiers (68%) jugent la corruption liée à la gouvernance de ressources allouées à la riposte COVID-19 effective, voire criarde.
- Plus de huit Sénégalais sur 10 (83%) font « juste un peu » ou « pas du tout » confiance au gouvernement quant à son rôle de s'assurer qu'un vaccin est sûr, et plus des trois quarts (78%) jugent qu'il n'est pas probable qu'ils aillent se faire vacciner.
- Plus de sept Sénégalais sur 10 (71%) estiment que la prière est plus efficace qu'un vaccin pour prévenir l'infection à la COVID-19.
- Près des deux tiers (65%) des citoyens estiment légitime le recours aux forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique. Toutefois, la majorité des citoyens affirment qu'une pandémie ne justifie pas des mesures portant atteinte aux libertés démocratiques par la censure des médias (61%) ou par le report des élections ou la limitation des campagnes électorales (62%).

- La majorité (60%) des Sénégalais se disent inquiets du fait que les politiciens profitent de la pandémie pour accroître leurs richesses ou leur pouvoir.
- La majorité (55%) des citoyens s'accordent sur le fait que plus d'investissements soient effectués pour faire face aux urgences sanitaires.

Connaissance de la COVID-19

Près des deux tiers (64%) des adultes sénégalais affirment être « très bien informés » sur la pandémie de COVID-19 et des efforts pour la combattre, en plus du quart (26%) qui se disent « quelque peu bien » informés. Seul un citoyen sur 10 (10%) n'est pas bien informé sur la COVID-19 (Figure 1).

Figure 1: Connaissance de la COVID-19 | Sénégal | 2021



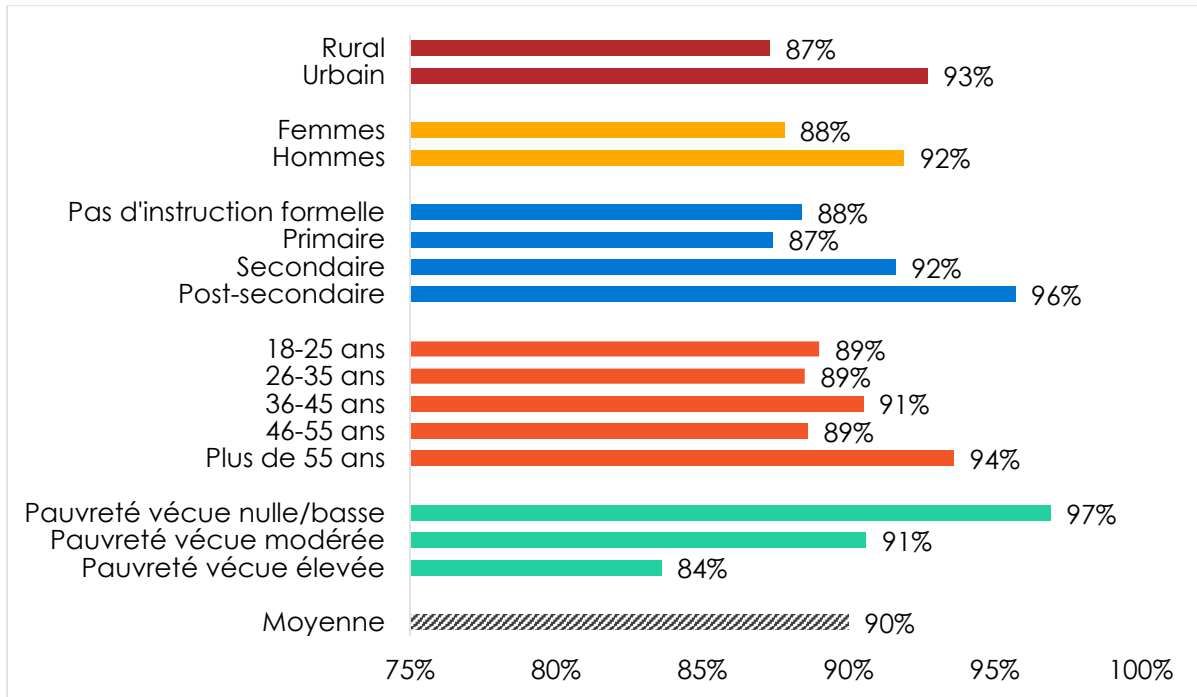
Question posée aux répondants: A quel point diriez-vous être bien informé du coronavirus, ou de la pandémie de COVID-19, et des efforts pour la combattre ?

Si plus de neuf urbains sur 10 (93%) sont informés de la maladie, il en est autrement en milieu rural, où cette proportion est de 87% (Figure 2). Une analyse selon le genre atteste que les hommes (92%) sont relativement plus informés que les femmes (88%). Le degré d'information semble être lié au niveau d'éducation: Plus les individus sont éduqués, plus le niveau d'information augmente.

Les individus appartenant aux groupes d'âge des « plus de 55 ans » (94%) sont les plus informés. Et plus le niveau de pauvreté vécue¹ augmente, moins l'individu affirme être informé de la maladie.

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2: Connaissance de la COVID-19 | par groupe socio-démographique
 | Sénégal | 2021

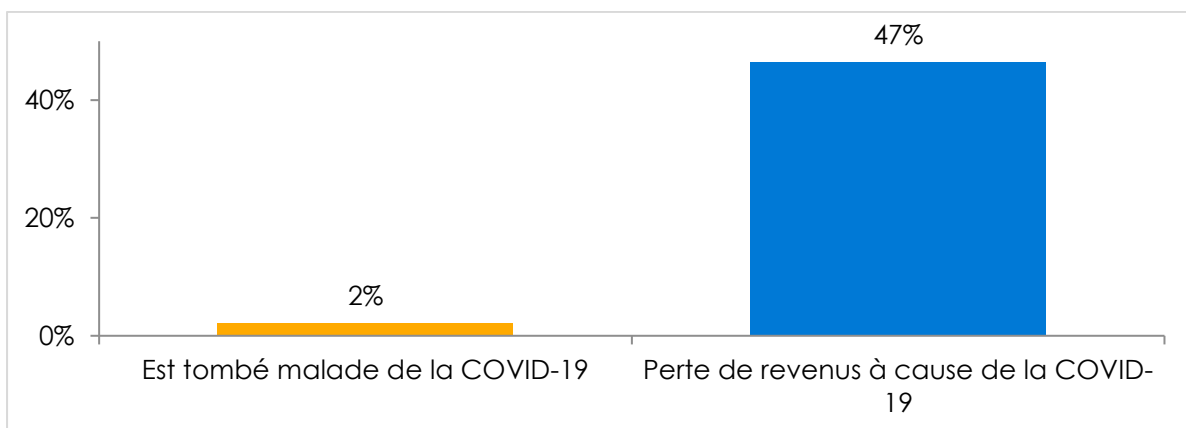


Question posée aux répondants: A quel point diriez-vous être bien informé du coronavirus, ou de la pandémie de COVID-19, et des efforts pour la combattre? (% de ceux qui disent être « quelque peu bien informés » ou « très bien informés »)

Impacts

Deux Sénégalais sur 100 (2%) affirment qu'un membre de leur ménage est tombé malade de la COVID-19, tandis que près de la moitié (47%) des citoyens disent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise, ou sa principale source de revenus à cause de la pandémie (Figure 3).

Figure 3: Impacts de la pandémie | Sénégal | 2021

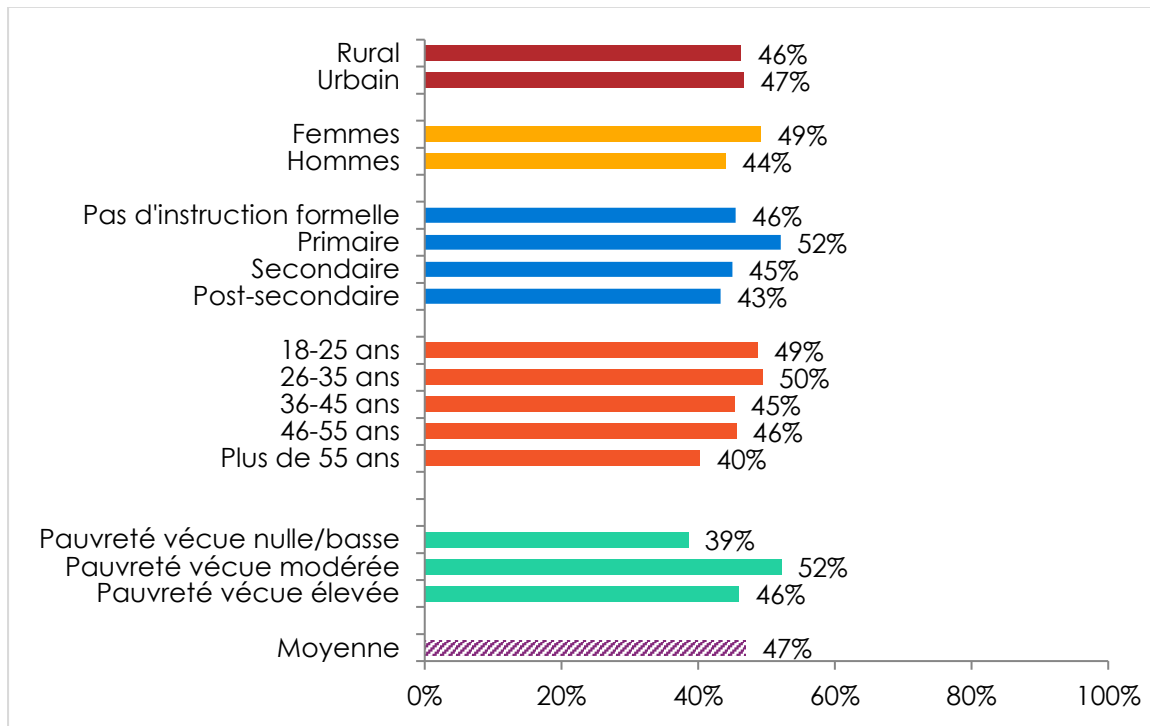


Questions posées aux répondants: Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19: Être tombé malade du COVID-19? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus?

Les urbains et les ruraux ressentent sensiblement dans la même proportion les effets négatifs de la pandémie sur leurs revenus. Les femmes sont un peu plus perdantes (49%) par rapport aux hommes (44%) (Figure 4).

Les jeunes subissent relativement plus le choc COVID-19 que leurs aînés. Si près de la moitié (49%-50%) des jeunes de 18-35 ans attestent faire face à des pertes de revenus du fait de la pandémie, cette proportion n'est que de 40% pour les individus de la tranche d'âge des plus de 55 ans. Par ailleurs, les individus les mieux nantis (39%) sont moins susceptibles aux pertes de revenus due à la pandémie que leurs compatriotes moins nantis (46%-52%).

Figure 4: Perte de revenus à cause de la pandémie | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque de manière suivante par la pandémie de COVID-19: Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise, ou d'une principale source de revenus? (% « oui »)

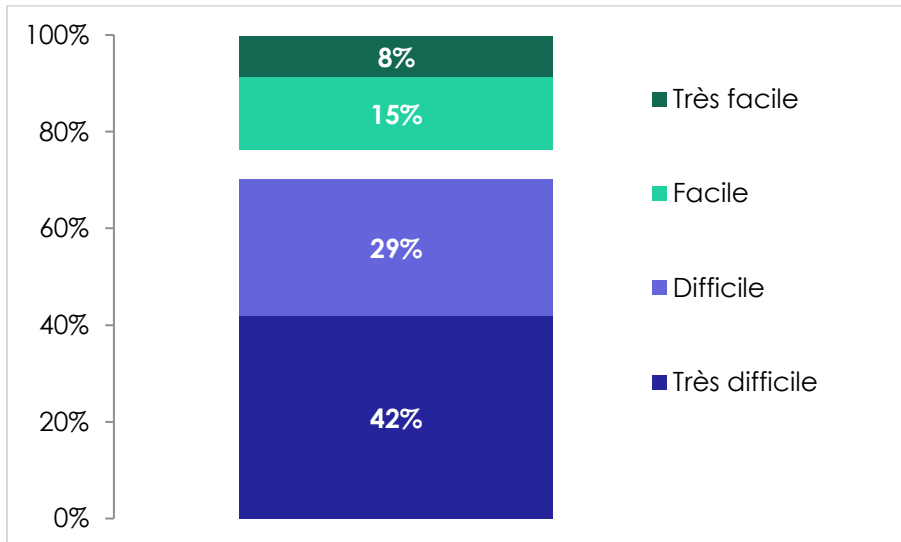
Mesures de confinement et de fermeture des écoles

Afin de faire face à la propagation rapide de la pandémie, les décideurs avaient pris un train de mesures pour endiguer la crise sanitaire en stoppant la chaîne de transmission du virus. Pour faire face aux cas dits importés, la compagnie Air Sénégal avait annulé ses vols régionaux et internationaux dès le 20 mars 2020. De même, les mesures suivantes avaient été prises par les décideurs dès le 14 mars 2020: fermeture des écoles, interdiction des manifestations publiques, annulation des manifestations prévues pour les 60 ans de l'indépendance du pays. Le 23 mars 2020, un état d'urgence était décrété sur toute l'étendue du territoire pour la tranche horaire de 20h00-6h00. Cet état d'urgence avait été prorogé le 4 avril 2020 pour une durée de 30 jours, puis jusqu'au 2 juin 2020 (République du Sénégal, 2020).

Ces mesures ont beaucoup de conséquences sur la situation des Sénégalais et la mobilité des individus. En conséquence, plus de deux tiers (71%) des Sénégalais ont vécu difficilement

ces mesures de confinement. En revanche, seuls 23% ont jugé facile de se conformer aux mesures de confinement (Figure 5).

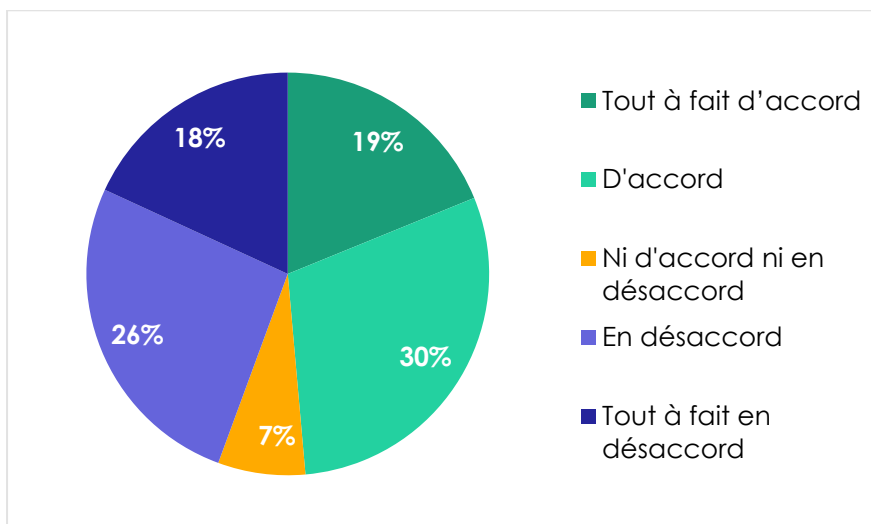
Figure 5: Difficulté à observer le confinement | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: Était-ce facile ou difficile pour vous et votre ménage pour se conformer aux restrictions de confinement ou de couvre-feu imposées par le gouvernement?

Même si le confinement a eu des impacts négatifs sur l'économie et la vie des gens, la moitié (49%) des Sénégalais affirment qu'il était nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19. Mais presque autant se prononcent en désaccord avec les mesures de confinement (Figure 6).

Figure 6: Soutien au confinement | Sénégal | 2021

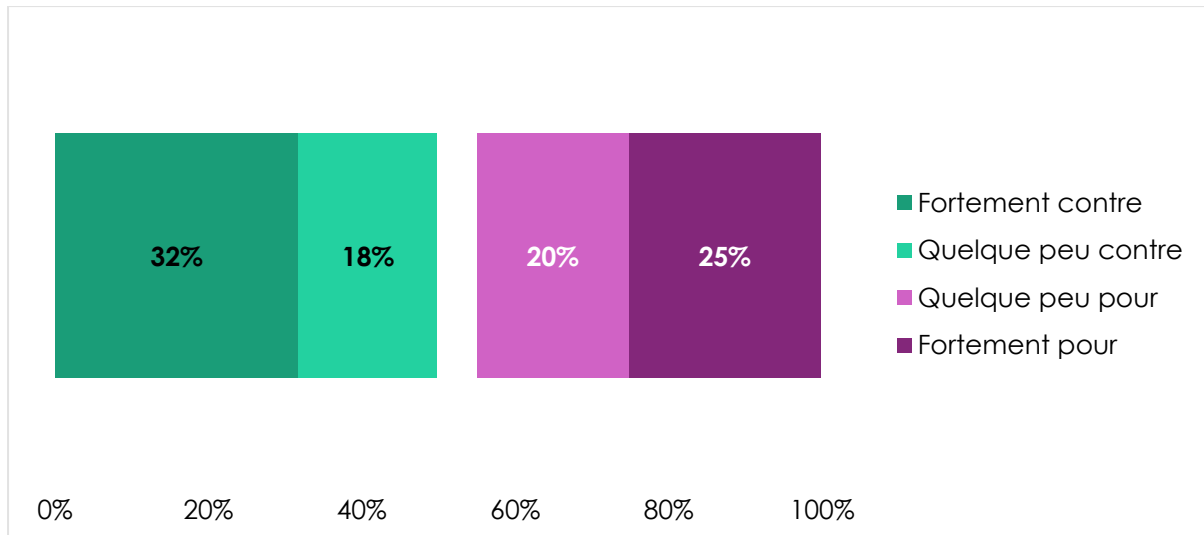


Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Même si le confinement ou le couvre-feu a eu des impacts négatifs sur l'économie et la vie des gens, il était nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19?

De même, les avis des Sénégalais sont divisés quant à la mesure de fermer les écoles. En effet, 45% sont pour et 50% contre cette mesure (Figure 7).

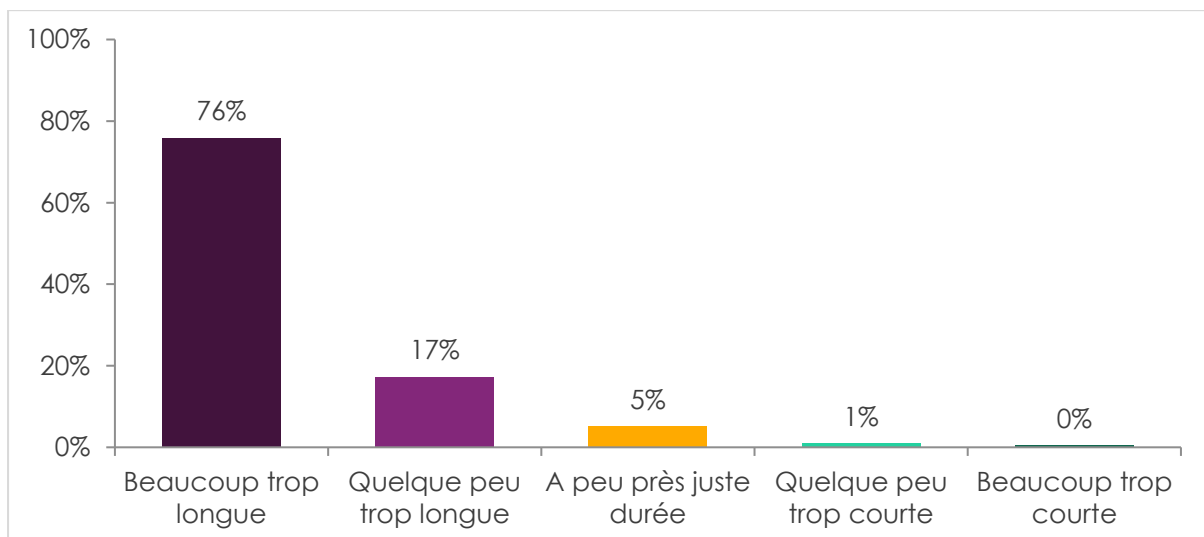
En plus, la vaste majorité (93%) des citoyens interrogés jugent la durée de la fermeture des écoles trop longue, dont 76% qui pensent qu'elle était « beaucoup trop longue » (Figure 8).

Figure 7: Soutien à la fermeture des écoles | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: Etes-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19?

Figure 8: Durée de la fermeture des écoles | Sénégal | 2021

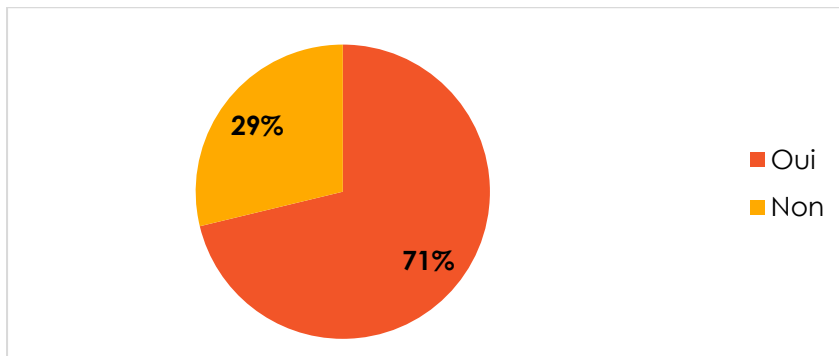


Question posée aux répondants: A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte?

Assistance et performance gouvernementale

Plus de deux tiers (71%) des Sénégalais interrogés affirment avoir reçu une assistance du gouvernement comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance pour aider à faire face au choc de la pandémie. Moins d'un tiers des Sénégalais attestent ne pas en avoir reçu (Figure 9).

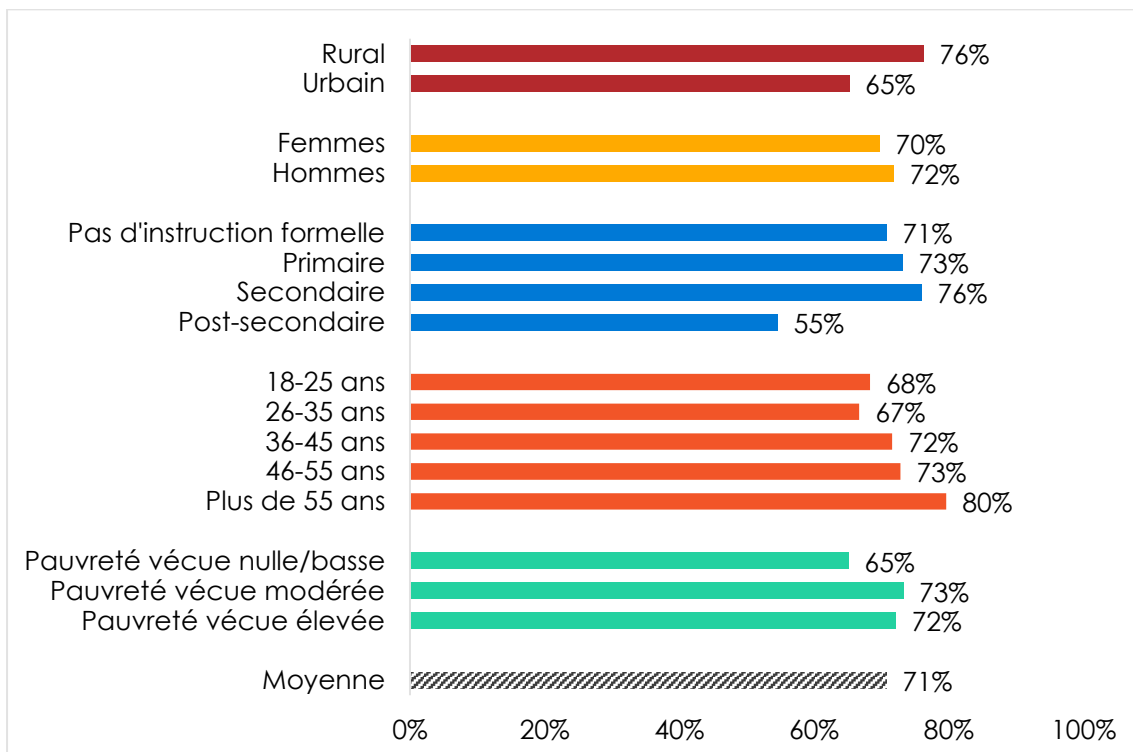
Figure 9: Obtention de l'assistance gouvernementale | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie?

Certaines disparités sont relevées dans ce soutien du gouvernement apporté aux Sénégalais (Figure 10). Les citoyens vivant en milieu rural sont plus susceptibles d'en recevoir que les urbains (76% contre 65%). Par rapport au niveau d'instruction, l'allocation de ce soutien de l'Etat profite moins aux individus de niveau post-secondaire (55%) qu'aux personnes moins instruites (71%-76%).

Figure 10: Obtention de l'assistance gouvernementale | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021

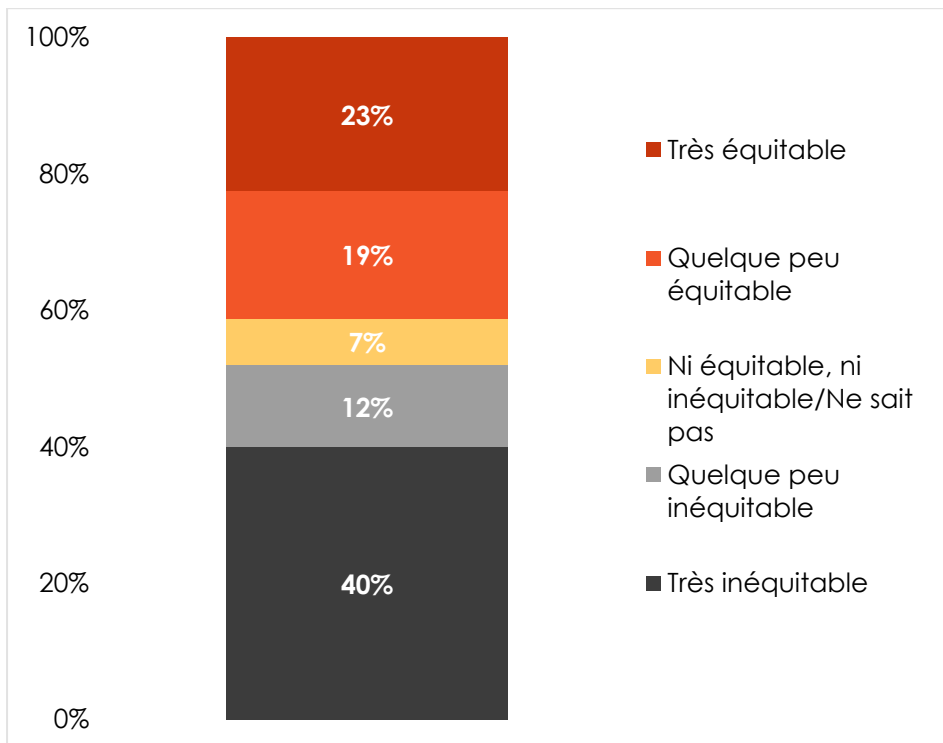


Question posée aux répondants: Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie? (% « oui »)

Selon le groupe d'âge, ce sont les tranches d'âge les plus élevés qui reçoivent plus ce soutien (80% des personnes âgées de plus de 55 ans contre 67%-68% de 18-35 ans). Et ce soutien est plus bénéfique aux Sénégalais pauvres (72%-73% de ceux qui affirment avoir vécu une pauvreté élevée ou modérée contre 65% de ceux n'ayant pas vécu de pauvreté ou l'ayant vécu faiblement).

Plus de la moitié (52%) des Sénégalais interrogés jugent la répartition des soutiens de l'Etat inéquitable, dont 40% « très inéquitable » (Figure 11).

Figure 11: Équité de l'assistance gouvernementale | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour soutenir les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple d'emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou religions?

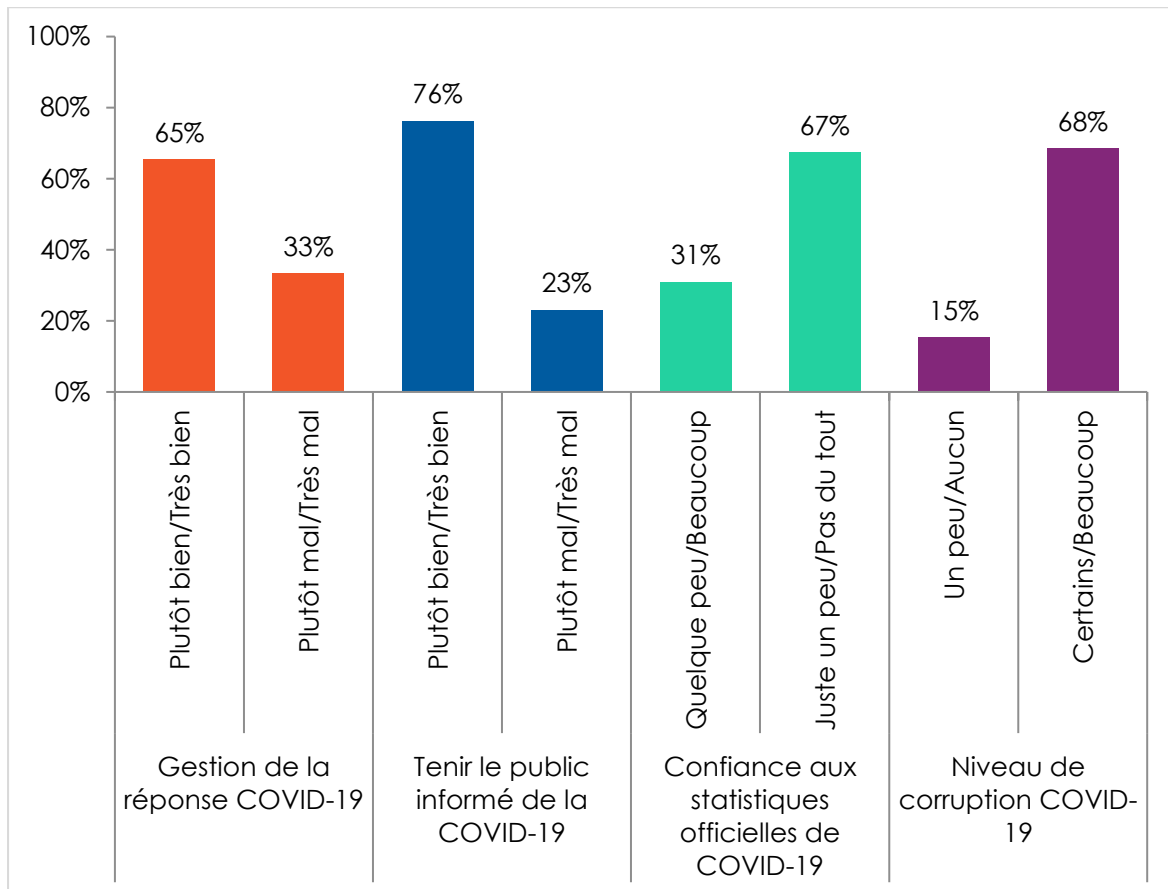
Au plan de la gestion et de la gouvernance de la riposte apportée à la COVID-19, plusieurs enseignements peuvent être tirés (Figure 12). Globalement, près de deux Sénégalais sur trois (65%) estiment que la gestion de la réponse a été bonne. Encore plus (76%) approuvent les efforts du gouvernement de tenir informé le grand public sur la COVID-19.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Toutefois, cela ne semble pas avoir d'effets sur leur niveau de confiance, puisque plus des deux tiers (67%) des citoyens affirment ne pas avoir confiance aux statistiques officielles fournies sur la COVID-19.

De même, autant de personnes (68%) jugent la corruption liée à la gouvernance de ressources allouées à la riposte COVID-19 effective, voir criarde.

Figure 12: Evaluation des efforts gouvernementaux | Sénégal | 2021



Questions posées aux répondants:

A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel répond bien ou mal aux problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Gérer la réponse de la pandémie de COVID-19? Tenir le public informé sur la COVID-19?

A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19?

Considérant tous les fonds et ressources disponibles au gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement?

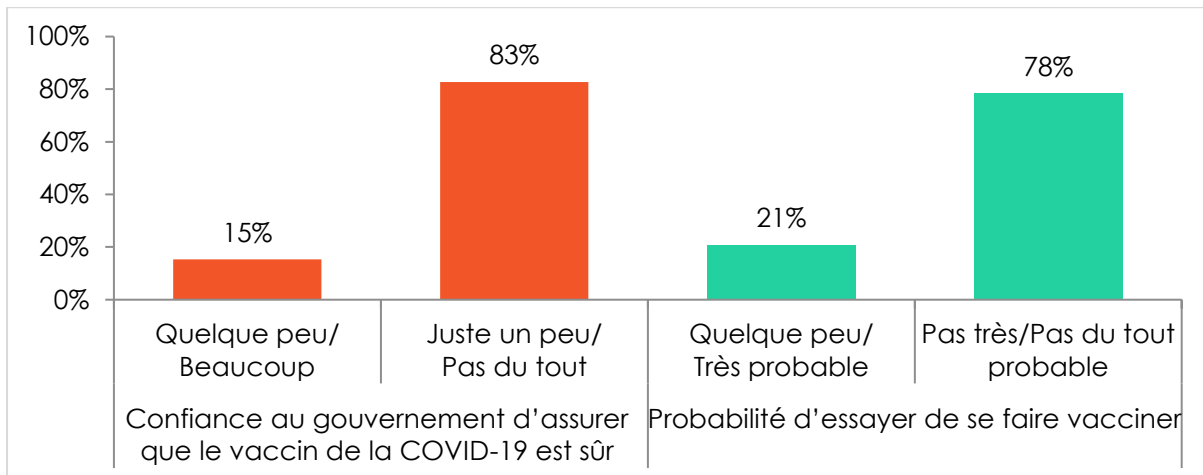
Les vaccins

Malgré les efforts du gouvernement d'acquérir des vaccins contre la COVID-19, une proportion importante de Sénégalais semble ne pas avoir confiance aux vaccins (Figure 13). En effet, plus de huit citoyens sur 10 (83%) font « juste un peu » ou « pas du tout confiance » au gouvernement quant à son rôle de s'assurer que le vaccin est sûr.

De plus, plus des trois quarts (78%) des Sénégalais jugent qu'il n'est « pas très probable » ou « pas du tout probable » qu'ils se fassent vacciner. Un cinquième (21%) seulement des Sénégalais estiment « quelque peu » ou « très » probable de se faire vacciner.

Les groupes les plus disposés à la vaccination seraient les individus de plus de 55 ans (27%), les mieux nantis (25%), les plus instruits (25%), et les ruraux (23%) (Figure 14).

Figure 13: Attitudes vis-à-vis des vaccins | Sénégal | 2021

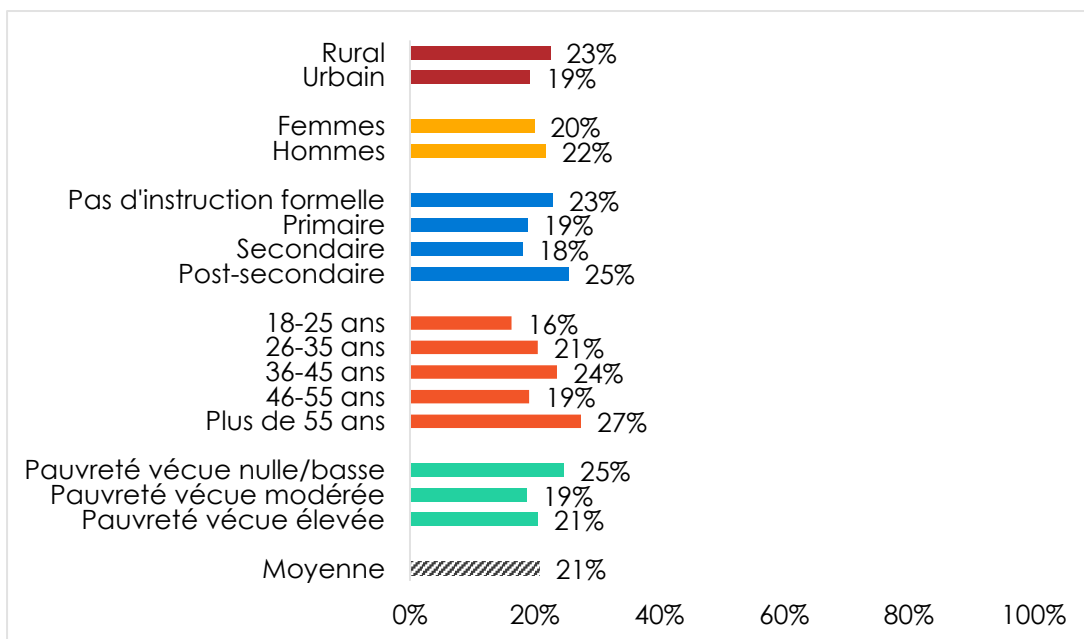


Questions posées aux répondants:

A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin du COVID-19 qui est développé ou offert au citoyens sénégalais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays?

Si un vaccin du COVID-19 devient disponible et que le gouvernement dit sûr, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner?

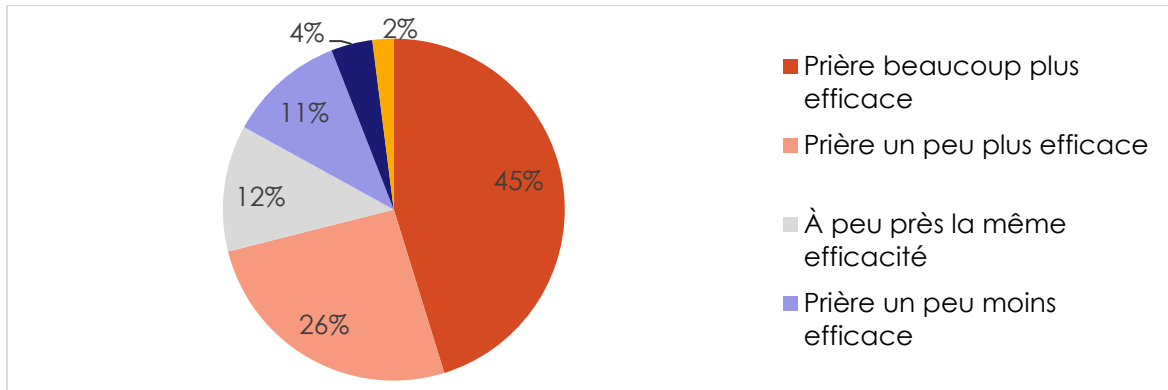
Figure 14: Probabilité de se faire vacciner | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants: *Si un vaccin contre la COVID-19 était accessible et que le gouvernement déclare qu'il est sans danger, quelle serait la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner? (% qui disent « plutôt probable » ou « très probable »)*

Quant à l'efficacité supposée du vaccin, plus de sept Sénégalais sur 10 (71%) affirment avoir plus confiance en la prière qu'en le vaccin pour se prémunir de la COVID-19. En effet, près de la moitié d'entre eux (45%) estiment que la prière est « beaucoup plus efficace » (Figure 15).

Figure 15: Prière ou vaccin: Lequel est plus efficace contre la COVID-19? | Sénégal | 2021

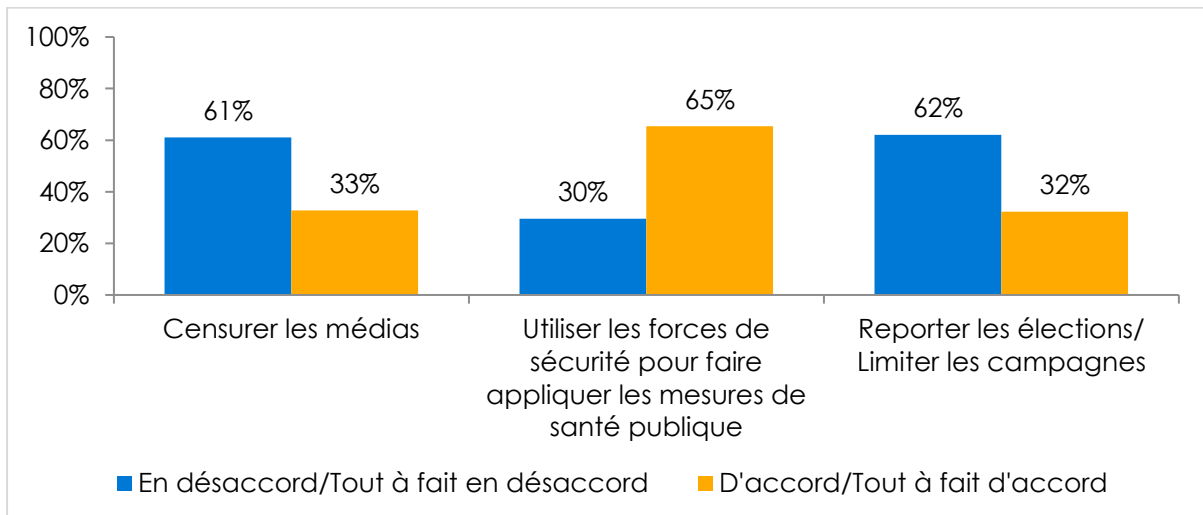


Question posée aux répondants: Certaines personnes pensent que la prière est un moyen efficace de modifier les événements dans le monde. D'autres mettent plus de foi en science pour résoudre les problèmes. D'autres croient aux deux. Et vous? Pensez-vous que la prière est plus ou moins efficace qu'un vaccin le serait dans la prévention de l'infection de COVID-19?

Restriction des libertés et de la démocratie?

Face à la pandémie, près des deux tiers (65%) des Sénégalais estiment légitime le recours aux forces de sécurité pour faire appliquer les mesures de santé publique. Toutefois, quasiment la même proportion (soit respectivement 61% et 62%) marque leur désaccord par rapport à la censure des médias et au report des élections ou la limitation des campagnes électorales à cause d'une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19 (Figure 16).

Figure 16: Restriction des libertés en cas d'urgence sanitaire? | Sénégal | 2021



Questions posées aux répondants: Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes:

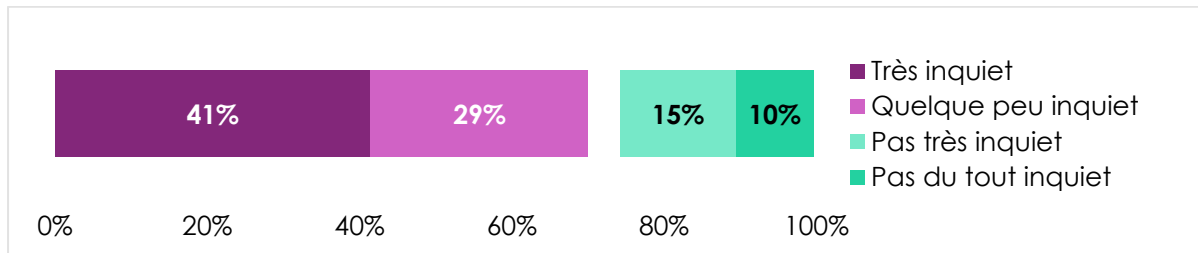
Censurer les reportages médiatiques?

Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques, ou les restrictions sur les regroupements publics?

Reporter les élections ou limiter les campagnes politiques?

Un pessimisme par rapport aux comportements des décideurs semble gagner la majorité des Sénégalais. En effet, sept citoyens sur 10 (70%) sont inquiets, dont 41% « très inquiets », du fait que les gouvernants et les politiciens pourraient profiter de la pandémie pour accroître leurs richesses ou leur pouvoir. Seuls 10% des Sénégalais estiment ne pas du tout être inquiets de ce comportement opportuniste (Figure 17).

Figure 17: Préoccupation quant aux intentions du gouvernement? | Sénégal | 2021

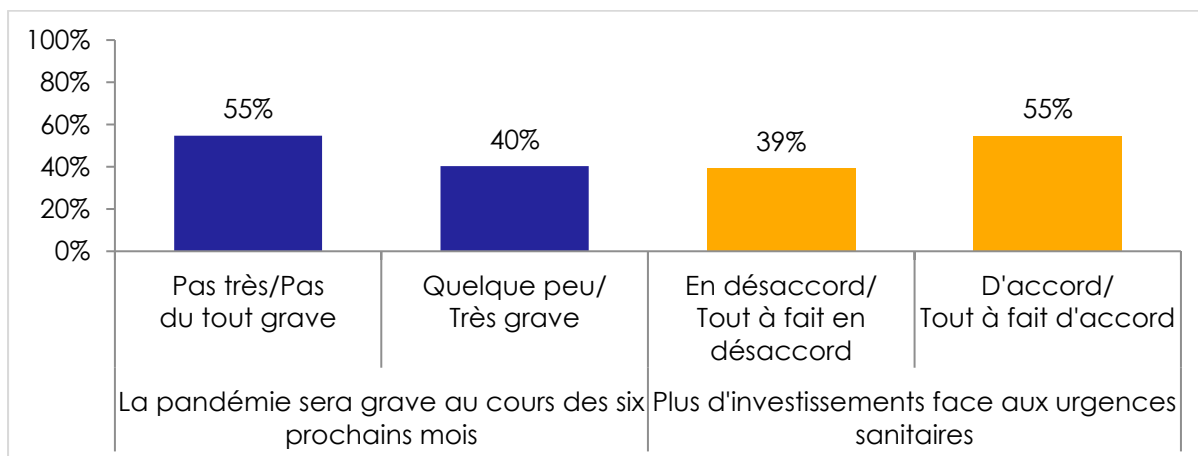


Question posée aux répondants: Dans certains pays, les gens craignent que les gouvernements et les politiciens essaient de profiter de la pandémie de COVID-19 pour augmenter leur richesse ou leur pouvoir, ou pour restreindre de manière permanente les libertés ou la compétition politique. Et vous? Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu au Sénégal: Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité.

Perspectives d'avenir

Les prédictions des Sénégalais quant à l'évolution de la crise sanitaire révèlent un certain optimisme par rapport au futur. En effet, plus de la moitié (55%) des Sénégalais affirment qu'au cours des six prochains mois, la pandémie connaîtra une évolution « pas très grave » ou « pas du tout grave » dans le pays. Toutefois, la majorité (55%) jugent nécessaire que davantage d'investissements soient effectués afin d'apprêter le pays à répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé (Figure 18).

Figure 18: Impact futur | Sénégal | 2021



Question posée aux répondants:

Considérant l'avenir, à quel point pensez-vous que la pandémie de COVID-19 sera grave pour le Sénégal au cours des six prochains mois?

Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé.

Conclusion

Les Sénégalais se considèrent bien informés sur la COVID-19, et la réponse gouvernementale à la pandémie est plutôt appréciée par la population. Cependant, la majorité des citoyens expriment certaines préoccupations:

- Ils ont vécu difficilement les mesures de confinement visant à stopper la chaîne de transmission du virus.
- Ils affirment que la distribution de l'assistance gouvernementale n'était pas équitable.
- Ils estiment que la durée de fermeture des écoles a été trop longue.
- Ils pensent que des ressources destinées à la riposte ont été perdues ou volées à cause de la corruption.

Enfin, plus des trois quarts des Sénégalais ne sont pas prêts à se faire vacciner. Si le gouvernement envisage protéger la population par une campagne de vaccination, il y aura besoin d'abord d'une campagne de sensibilisation sur les avantages du vaccin.

Références

Africa News. (2020). Coronavirus: Deuxième nuit d'émeutes au Sénégal pour réclamer la fin du couvre-feu. 4 juin.

BBC. (2020). Lutte contre le coronavirus: Le Sénégal et la Côte d'Ivoire décrètent l'état d'urgence. 24 mars.

Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.

Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. (2020). Situation de la riposte contre l'épidémie Covid-19.

Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. (2021). Pandémie COVID-19 Sénégal Communiqué 365.

Organisation Mondiale de la Santé. (2021). WHO coronavirus disease (COVID-19) dashboard.

Quotidien. (2021) Réception des premiers lots de vaccins: Macky prêt à acquérir 6 millions de doses. 18 février.

Sambou, O. D. (2020). La structure de l'activité économique du Sénégal: Un obstacle pour un confinement total face au COVID-19. Dépêche d'Afrobarometer No. 353.

Abdoulaye Diagne est professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Il est le directeur exécutif du Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email: cres@cres-sn.org

François Joseph Cabral est professeur à la FASEG à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et chercheur associé au CRES. Email: joecabral7@gmail.com

Mamadou Abdoulaye Diallo est ingénieur statisticien économiste et assistant de recherches au CRES. Email: mamadou.abdoulaye@cres-sn.org/m.abdoulaye.diallo90@gmail.com

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 430 d'Afrobarometer | 5 mars 2021